



« La question est celle-ci : est-ce que le progrès des techniques, des savoirs, des processus de production, de la richesse de l'univers, est-ce que le progrès doit se faire en choisissant la justice comme but ou, au contraire, en considérant que l'injustice est une donnée ? » Voici une réflexion que François Bayrou nous a soumise lors de la Conférence Nationale qui s'est tenue au Palais de la Mutualité parisienne.

Nous sommes du côté de ceux qui veulent que le progrès serve à la justice et que le progrès serve à l'émancipation. Mais lorsqu'on observe l'accumulation des mesures prises par le gouvernement, comme le bouclier fiscal destiné à protéger les plus riches de la contribution fiscale, les franchises médicales, le financement du RSA par les classes moyennes, tout cela a un point commun : la recherche de l'inégalité. Avec comme cible, les classes moyennes.

La nomination du président de l'audiovisuel public par le Président de la République, ce n'est pas une décision anodine. C'est une régression démocratique.

L'annonce du transfert de la poursuite du juge d'instruction indépendant au Parquet soumis à l'autorité hiérarchique du gouvernement, ce n'est pas une décision anodine. C'est une régression démocratique. C'est la certitude qu'aucune affaire gênante pour le pouvoir ne sortira plus et c'est la certitude que l'action de la Justice sera équilibrée entre défense et accusation pour les citoyens qui auront les moyens de payer un cabinet d'avocats prestigieux et enquêteurs privés, mais elle sera déséquilibrée pour tous les autres. Tous les moyens d'enquête, d'un côté, et des avocats commis d'office, pour ceux qui n'ont pas les moyens de les payer. On n'ira pas vers plus d'équilibre, mais nous craignons vers plus de déséquilibre, retrouvant les abus d'une justice américaine, modèle sur lequel, une fois de plus, on veut nous aligner.

Le ministre de l'immigration nous annonce qu'il va désormais proposer d'échanger des papiers contre des dénonciations de filière. Ce n'est pas la législation d'un pays démocratique qui respecte un certain nombre de principes et, de surcroît, cela ne marchera pas parce que, la crainte des rétorsions sera si forte que, une fois de plus, les gens seront courbés sous la menace et, au lieu de les affranchir, de les émanciper, on les humilie et on les réduit.

Les paradis fiscaux sont la gangrène de l'univers économique et financier. Alors, interdisons-les chez nous.

Allons plus loin, refusons à nos institutions financières, sous peine d'interdit, de travailler avec des paradis fiscaux. Les autorités américaines ont obligé les paradis fiscaux à avoir, à leur égard, une transparence financière, sous peine d'interdit. Il n'y a eu aucune résistance.

Nous demandons la coordination des politiques économiques. Nous demandons la sauvegarde du patrimoine naturel, de l'atmosphère, de l'eau, des espèces et d'abord de l'espèce humaine.

Nous avons un très grand projet à porter et le sentiment que le modèle que Le Mouvement Démocrate porte est le modèle qu'attendent, en secret, les esprits et les cœurs des citoyens européens.



<http://www.monchatenay.com>
<http://vogueshaleine.20minutes-blogs.fr/>
<http://www.mouvementdemocrate.fr/>